## DÉPARTEMENT DU NORD

# ARRONDISSEMENT DE DUNKERQUE

## COMMUNE DE MERVILLE

DATE DE CONVOCATION 17 septembre 2025

#### Nombre de Conseillers

En exercice 29

Présents 21

Votants 28

#### 2025D110

#### **OBJET:**

15. PROPRIÉTÉ
COMMUNALE. PROJET
DE CESSION DU STADE
PAUL DELASSUS.
ADOPTION DE
PRINCIPE.

## EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil-vingt-cinq, le vingt-trois SEPTEMBRE à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Joël DUYCK, Maire

Etaient présents: M. DUYCK Joël, Maire-Président – Mme BOULENGUER-PLÉ Sandra – Mme BEURAERT Martine – M. MORVAN Hervé – Mme BOULENGER Delphine – M. SERE Soarey Idriss – Mme BILLIAU Marie-Françoise – M. LAPIERRE Julien – Mme QUIQUE Corinne – M. VERMEESCH Olivier – Mme MARMINION-OBERT Nadine – Mme LORPHELIN Martine – M. LORIDAN Bernard – Mme PETITPRET Sabine – M. TIMLELT Frédéric – M. BEZILLE Marc – Mme FLAMENT Laëtitia – Mme PENIN-CŒUR Thérèse – M. CITERNE Joël – Mme CLINKEMAILLIE Colette – M. NUGOU Boris Conseillers Municipaux.

Formant la majorité des membres en exercice.

## **ABSENTS EXCUSÉS:**

Mme BLANQUART Marine, procuration à Mme MARMINION-OBERT Nadine Mme CAPPELLE Christiane, procuration à Mme BEURAERT Martine M. DELVOYE Philippe, procuration à M. CITERNE Joël M. DELFLY Jean-Louis, procuration à M. MORVAN Hervé M. MOUILLE Julien, procuration à M. LAPIERRE Julien M. ROBBE Jean-Pierre, procuration à M. SERE Soarey Idriss Mme BOULENGUER Peggy, procuration à Mme BOULENGUER-PLÉ Sandra

ABSENT: M. DECREUS Christophe

## <u>DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉA</u>NCE :

Mme BOULENGUER – PLÉ Sandra a été élue Secrétaire de séance.

- Vu les articles L.2241-1 et L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu les articles L.3221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- Vu les dispositions du titre VI du Code Civil relatif à la vente,
- Considérant que la commune est propriétaire d'un terrain cadastré section C 1314 pour une superficie de 8 607 m², situé Cité des Jardins, classé dans le domaine public,
- Considérant que dans le cadre de la rationalisation de la gestion de son patrimoine immobilier, il est proposé au Conseil Municipal de procéder à la cession de ce bien car aucun projet sur celui-ci n'y est affecté,
- Considérant que le projet de cession de la propriété communale n'est en rien préjudiciable pour la Commune,
- Considérant que conformément à l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, «toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une Commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à une délibération motivée du Conseil Municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles »,

.../...



**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2025** 

OBJET : 15. PROPRIÉTÉ COMMUNALE. PROJET DE CESSION DU STADE AUL DELASSUS. ADOPTION DE PRINCIPE.

 Considérant que le conseil municipal doit délibérer à deux reprises : la première pour décider de consulter le service des Domaines et adopter le principe de cession, la seconde pour la vendre,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal invité, à la majorité (21 pour, 7 contre : listes « Merville en Grand », « Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale »), décide :

- d'adopter le principe de cession d'un terrain cadastré section C 1314 situé Cité des Jardins d'une superficie de 8 607 m²,
- d'autoriser la consultation des services fiscaux de l'Etat pour la réalisation de l'évaluation domaniale,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes relatifs à cette décision.

Fait et délibéré en séance à MERVILLE, les jours, mois et an susdits. Ont signé les membres présents. POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire

Joël DUYCK

La Secrétaire de Séance Sandra BOULENGUER — PLÉ

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.